

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

27 septembre 2021

Français

Original : anglais

Réunion de 2020

Genève, 22-25 novembre 2021

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

Rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application**Rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application****Documents soumis par l'Unité d'appui à l'application***Résumé*

Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application de la Convention décrit les activités qu'elle a menées en 2020 et 2021 dans le cadre du mandat qui lui a été confié aux sixième, septième et huitième Conférences des États parties chargées de l'examen de la Convention, mandat consistant à fournir un appui sur le plan administratif et pour l'application intégrale de la Convention, à promouvoir l'universalisation de la Convention, à faciliter les échanges d'informations dans le cadre des mesures de confiance, à établir et administrer la base de données sur l'assistance, à administrer le programme de parrainage et à appuyer, en tant que de besoin, la mise en œuvre par les États parties des décisions et recommandations des conférences d'examen. La septième Conférence d'examen a décidé que l'Unité d'appui à l'application « soumettrait par écrit à l'ensemble des États parties un rapport annuel succinct rendant compte des activités qu'elle aurait menées pour s'acquitter de son mandat » ([BWC/CONF.VII/7](#), troisième partie, par. 36) et la huitième Conférence d'examen a décidé de maintenir cette pratique ([BWC/CONF.VIII/4](#), troisième partie, par. 8).



I. Introduction

1. En raison de la pandémie de COVID-19, la Réunion des Parties de 2020 n'a pas pu se tenir en décembre 2020 comme prévu et l'Unité d'appui à l'application n'a, de ce fait, pas été en mesure de soumettre le rapport annuel dans lequel elle aurait dû rendre compte des activités qu'elle avait menées en 2020. La Réunion des Parties de 2020 a été reportée à plusieurs reprises et les États parties sont convenus, à l'issue d'une procédure écrite d'approbation tacite, qu'elle se tiendrait du 22 au 25 novembre 2021 à Genève. Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application décrit par conséquent les activités qu'elle a menées en 2020 et pendant la majeure partie de 2021.
2. En 2020 et 2021, l'Unité d'appui à l'application de la Convention a continué de mener ses activités conformément aux décisions et recommandations de la huitième Conférence d'examen ([BWC/CONF.VIII/4](#), troisième partie), laquelle a renouvelé, pour la période allant de 2017 à 2021, le mandat de l'Unité d'appui à l'application, qui avait initialement été établi par la sixième Conférence d'examen et prolongé par la septième.
3. L'Unité d'appui à l'application est financée par les États parties à la Convention en tant que composante des coûts du programme intersessions, coûts dont la huitième Conférence d'examen a décidé qu'ils seraient « partagés entre tous les États parties à la Convention, selon le barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté en fonction de l'écart entre le nombre d'États Membres de l'ONU et celui des États parties à la Convention » ([BWC/CONF.VIII/4](#), troisième partie, par. 11). Le budget de l'Unité d'appui pour 2020 figure dans les coûts estimatifs approuvés par la huitième Conférence d'examen, ([BWC/CONF.VIII/5](#)) et dans les coûts estimatifs approuvés par la Réunion des États parties de 2017 ([BWC/MSP/2017/5](#)). Le budget de l'Unité d'appui pour 2021 figure dans les coûts estimatifs approuvés par la Réunion des États parties de 2019 ([BWC/MSP/2019/6](#)).
4. Comme il a été indiqué tout au long du programme intersessions actuel, les problèmes liés à la situation financière de la Convention ont persisté et la structure et le régime de financement de la Convention font l'objet d'une attention continue, l'accumulation d'un passif n'étant pas une situation tenable. L'adoption de mesures budgétaires et financières par la Réunion des États Parties de 2018 ([BWC/MSP/2018/6](#), cinquième partie, par. 20 à 24) a contribué à l'amélioration de la situation financière générale. Des renseignements détaillés sur la situation financière globale de la Convention figurent dans le rapport soumis par le Président ([BWC/MSP/2020/5](#)). Des contrats d'une année ont été attribués aux membres du personnel de l'Unité d'appui de juillet 2019 à juin 2020, puis de juillet 2020 à juin 2021. En juillet 2021, le mandat de l'Unité d'appui à l'application devant arriver à expiration à la fin de 2021, les contrats n'ont été prolongés que pour une période de six mois. Le Président de la Réunion des États Parties de 2020 a pris diverses initiatives pour remédier à la situation financière. Il a notamment écrit à 22 États parties des lettres, datées du 9 février 2021 et du 16 septembre 2021, dans lesquelles il a fait état d'arriérés de contributions importants.
5. L'Unité d'appui à l'application de la Convention a ses bureaux dans les locaux du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, qui supervise et appuie les activités de l'Unité. De ce fait, le Bureau des affaires de désarmement est chargé du recrutement, de la sélection des membres du personnel de l'Unité et de l'évaluation de leurs compétences, ainsi que de toutes les autres fonctions administratives telles que la mise à disposition de bureaux, l'acquisition de l'équipement, ou encore la gestion des demandes de congé ou de voyage et la formation. Le Bureau est aussi doté de la responsabilité fiduciaire et administre les contributions volontaires, décrites ci-après à la section VIII, que les États parties et des organisations internationales ou des organisations régionales versent à l'appui de la Convention sur les armes biologiques, l'Office des Nations Unies à Genève administrant, quant à lui, les contributions statutaires dont les États parties à la Convention se sont acquittés ainsi que le fonds de roulement.
6. Le personnel de l'Unité se compose de trois personnes employées à plein temps, qui sont soumises au Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, et dont les traitements sont financés par les contributions reçues des États parties à la Convention. Les activités de l'Unité d'appui (et les activités menées au titre de la Convention en général) bénéficient de l'appui de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la

résolution adoptée chaque année par l'Assemblée générale, mais elles ne bénéficient d'aucun financement provenant du budget ordinaire de l'ONU.

7. Le présent rapport comporte des sections consacrées à chacune des principales composantes du mandat de l'Unité d'appui, ainsi que trois annexes (en anglais seulement) :

Annexe I : Réunions et manifestations auxquelles l'Unité d'appui à la Convention a participé ;

Annexe II : Points de contact nationaux ;

Annexe III : Participation aux mesures de confiance.

II. Appui administratif à la Convention

8. L'Unité d'appui à l'application assure les services de secrétariat pour les Réunions d'experts et la Réunion des États parties se tenant en 2020 et appuie le Président et les Vice-Présidents dans leurs activités. L'Unité a continué d'assurer un vaste éventail de fonctions administratives telles que décrites dans les rapports précédents, notamment l'établissement des documents officiels pour les Réunions d'experts et la Réunion des États parties, dont de nombreux documents de travail soumis par les États parties.

9. Comme indiqué ci-dessus, les Réunions d'experts de 2020 et la Réunion des États parties de 2020 ont été reportées à plusieurs reprises en raison de la pandémie de COVID-19. Pour faciliter les discussions informelles sur les sujets qui seront examinés par chaque Réunion d'experts, le Président de la Réunion des États parties a encouragé l'organisation de webinaires informels. Cinq de ces webinaires ont eu lieu en octobre et novembre 2020, et quatre autres ont eu lieu en mai, juin et juillet 2021. Chaque webinaire était animé par le Président de la Réunion d'experts concernée et organisée par l'Unité d'appui à l'application, et des experts du monde entier y ont participé. Les enregistrements vidéo des webinaires et les exposés présentés sont disponibles sur les pages Web des Réunions d'experts de 2020¹.

10. En 2021, l'ancien site Web de l'ONUG, qui hébergeait le site Web de la Convention, a été mis hors service. L'intégration des sites Web des conventions sur le désarmement au nouveau site Web de l'ONU n'ayant pas été prévues, il a été décidé que tous les sites concernés seraient hébergés sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement. L'Unité d'appui à l'application a par conséquent supervisé le processus de migration du site Web de la Convention, y compris l'ensemble des documents officiels des réunions passées et en cours, vers celui du Bureau des affaires de désarmement. Le nouveau site est plus convivial et plus accessible, et il héberge aussi la base de données sur la coopération et l'assistance et la plateforme de soumission des déclarations au titre des mesures de confiance (plateforme eCBM).

11. L'Unité d'appui à l'application a également continué d'exploiter les médias sociaux pour mieux faire connaître la Convention. Par exemple, son compte Twitter a attiré près de 3 000 abonnés². Il complète le site Web de la Convention, qui demeure la principale source de documentation et d'information sur la Convention. En 2021, l'Unité d'appui a également ouvert une chaîne YouTube pour la Convention sur laquelle figurent, entre autres vidéos, les enregistrements vidéo des webinaires mentionnés plus haut³. De plus, l'Unité d'appui à l'application publie une lettre d'information trimestrielle sur la Convention, intitulée « BWC Newsletter », support informel faisant état de tous les faits nouveaux survenus qui intéressent la Convention sur les armes biologiques, des activités récentes menées par l'Unité d'appui à l'application de la Convention, des renseignements sur les possibilités d'apport d'une assistance intéressant les États parties, et de liens menant aux publications qui présentent un intérêt pour la Convention. Cette lettre d'information est diffusée par courrier électronique et mise à disposition sur le site Web de la Convention⁴.

¹ Voir <https://meetings.unoda.org/meeting/bwc-mx-2020/>.

² www.twitter.com/BWCISU.

³ Voir https://www.youtube.com/channel/UCXU-Y_IU5TsvVEaJC6LUrtw.

⁴ Voir <https://mailchi.mp/734eb0c7439d/news-from-the-bwc-isu> (en anglais).

12. L'Unité d'appui à l'application a entretenu des contacts réguliers avec nombre d'institutions scientifiques, professionnelles et universitaires ainsi qu'avec l'industrie et des organisations non gouvernementales. Elle a ainsi pu recueillir des idées et des informations qui l'ont éclairée pour soutenir l'action menée par les États parties. L'Unité a aussi entretenu des contacts réguliers avec un vaste éventail d'organisations internationales dont les travaux présentent un intérêt pour la Convention. Dans la conduite d'activités conformes à son mandat, l'Unité continue de participer activement au travail de sensibilisation et de mise en œuvre mené par ces organisations ainsi qu'à leurs activités régulières, même si la participation en présentiel à ces événements a été suspendue en raison de la pandémie de COVID-19.

III. Application de la Convention

13. En 2020 et 2021, l'Unité d'appui à l'application a continué de recueillir et de mettre à jour les coordonnées des points de contact nationaux pour la Convention (voir annexe II). Au 27 septembre 2021, 129 États parties avaient désigné un point de contact national. Un État signataire, trois États non parties et une organisation régionale avaient également indiqué des points de contact. Les informations détaillées concernant ces points de contact sont communiquées dans la section en accès restreint du site Web de la Convention.

14. La participation de l'Unité d'appui à l'application à des ateliers et séminaires joue un rôle essentiel pour faire mieux connaître la Convention et les mesures prises pour l'appliquer, tant auprès des gouvernements nationaux qu'auprès d'autres acteurs compétents tels que les organismes internationaux et régionaux, la communauté scientifique, les associations professionnelles, les milieux universitaires et le secteur privé. Toutefois, la pandémie de COVID-19 a conduit à un arrêt complet de la participation en présentiel à de tels événements dès le début de 2020, une situation qui perdure à la date de rédaction du présent rapport. Face à cette réalité, l'Unité d'appui à l'application a participé à distance à un grand nombre d'événements et organisé elle-même de très nombreux événements virtuels. S'il est vrai que de tels événements n'ont pas le même retentissement que des manifestations en présentiel, l'Unité d'appui à l'application a tout de même été en mesure de faire en sorte que ces événements soient géographiquement plus diversifiés qu'auparavant. Malgré la pandémie, l'Unité d'appui a continué de collaborer étroitement avec plusieurs organisations régionales et sous-régionales, entre autres l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté des Caraïbes, l'Organisation des États américains, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union africaine et l'Union européenne.

15. En 2020 et 2021, grâce aux financements de l'Union européenne et aux contributions d'un certain nombre d'experts, l'Unité d'appui à l'application a élaboré une publication intitulée « Guide pour l'application nationale de la Convention sur les armes biologiques », qui donnera aux États parties des informations pratiques pour la mise en œuvre de la Convention sur le plan national. La publication sera disponible en version papier, pour distribution pendant les ateliers et autres manifestations qui se tiennent au titre de la Convention, ainsi qu'au format électronique, sur le site Web de la Convention.

16. L'Unité continue de constater une augmentation marquée du nombre d'États parties, d'organismes régionaux et internationaux et d'autres entités qui sollicitent une assistance pour la mise en œuvre de la Convention ou pour d'autres activités relevant de la Convention. L'intérêt ainsi manifesté prend la forme de demandes d'assistance soumises soit via la base de données en place pour la coopération et l'assistance, soit par voie bilatérale, ou encore dans le cadre de démarches faites auprès de l'Unité en vue de participer aux activités d'assistance aux pays. Lesdites activités englobent celles qui sont menées sur le plan national ou sur le plan régional dans le cadre, notamment, de la décision (PESC) 2019/97 du Conseil de l'Union européenne, de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'ONU, ou des Centres d'excellence de l'Union européenne pour l'atténuation des risques dans les domaines chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN). L'on trouvera à l'annexe I du présent rapport des informations détaillées sur toutes ces activités, et sur d'autres activités.

17. En 2020 et 2021, l'Unité d'appui à l'application n'a pratiquement effectué aucun déplacement officiel en raison de la pandémie de COVID-19 et a participé de manière virtuelle aux nombreux événements qui étaient organisés.

IV. Mesures de confiance

18. Conformément aux décisions prises aux précédentes Conférences d'examen, l'Unité d'appui à l'application soutient l'échange d'informations concernant les mesures de confiance. Elle tient à jour, sur le site Web de la Convention, dans toutes les langues officielles, les versions électroniques des formulaires à utiliser pour les déclarations au titre des mesures de confiance. L'annexe III contient la liste des pays ayant soumis des déclarations en 2020 et 2021 (portant sur les années civiles 2019 et 2020), ventilées selon les différents formulaires.

19. Pour donner suite à la demande de la septième Conférence d'examen, l'Unité d'appui à l'application a mise en place une plateforme consacrée aux mesures de confiance⁵ avec l'appui financier de l'Allemagne et de l'Union européenne. La plateforme a été présentée aux réunions d'experts d'août 2018 et utilisée pour la première fois en 2019. Elle permet de soumettre les déclarations au titre des mesures de confiance dans les six langues officielles et offre des fonctions de recherche de données dans les déclarations soumises. Elle sert également de base de stockage de l'ensemble des déclarations soumises au titre des mesures de confiance depuis 1987, que les déclarations soient accessibles au public ou aux seuls États parties⁶. Elle permet en outre de présenter de manière plus conviviale les renseignements communiqués par les États parties. Le nombre d'États parties ayant soumis leurs déclarations au titre des mesures de confiance via la plateforme eCBM a considérablement augmenté en 2021. Au total, 20 États parties ont soumis directement leurs déclarations via la plateforme eCBM, ce qui correspond à 24 % des déclarations reçues à ce jour.

20. L'ensemble des déclarations soumises en 2020 et 2021 sont accessibles aux États parties sur la plateforme eCBM.

21. L'année 2020 a été marquée par un nombre record de déclarations, lesquelles provenaient de 85 États parties. Au 31 décembre 2020 :

- a) 85 États parties (46,4 % des États parties à la Convention) avaient soumis en 2020 une déclaration au titre des mesures de confiance portant sur l'année civile 2019 ;
- b) 39 d'entre eux avaient soumis leur déclaration avant ou à la date limite du 15 avril 2020 ;
- c) Parmi les États parties ayant soumis une déclaration au titre des mesures de confiance en 2019, sept ne l'avaient pas encore fait en 2020 ;
- d) Dix autres États parties n'ayant pas soumis de déclaration au titre des mesures de confiance en 2019 en avaient soumis une en 2020 ;
- e) Un État partie a soumis une déclaration au titre des mesures de confiance pour la première fois en 2020 ;
- f) Un nombre total de 55 États parties n'avaient jamais soumis de déclaration au titre des mesures de confiance.

22. Toutefois, ce chiffre n'est plus d'actualité, 87 États parties ayant soumis des déclarations au titre des mesures de confiance au 27 septembre 2021, soit 14 de plus que l'année dernière à la même date, et de nouvelles déclarations continuent d'être enregistrées. Au 27 septembre 2021 :

- a) 87 États parties (47,5 % des États parties à la Convention) avaient soumis en 2021 une déclaration au titre des mesures de confiance portant sur l'année civile 2020 ;

⁵ <https://bwc-ecbm.unog.ch/fr>.

⁶ La plateforme eCBM remplace le site Internet sécurisé créé en 2007 par l'Unité d'appui à l'application conformément à la décision de la sixième Conférence des Parties.

b) 48 d'entre eux avaient soumis leur déclaration avant ou à la date limite du 15 avril 2021 ;

c) Parmi les États parties ayant soumis une déclaration au titre des mesures de confiance en 2021, neuf ne l'avaient pas fait en 2020 ;

d) Sept autres États parties n'ayant pas soumis de déclaration au titre des mesures de confiance en 2021 en avaient soumis une en 2020 ;

e) Trois États parties ont soumis une déclaration au titre des mesures de confiance pour la première fois en 2021 ;

f) Un nombre total de 52 États parties n'avaient jamais soumis de déclaration au titre des mesures de confiance.

23. Avec l'appui financier de l'Allemagne et de l'Union européenne, l'Unité d'appui à l'application a dirigé des cours de formation en ligne sur les mesures de confiance à l'intention du Kenya, du Mali, du Nigéria, du Soudan et de Sri Lanka. Ces cours visent à répondre aux demandes d'assistance présentées par ces États parties et à les orienter dans l'établissement et la soumission de leurs rapports annuels au titre des mesures de confiance.

V. Promotion de l'universalisation

24. L'Unité d'appui à l'application a secondé le Président de la Réunion des États parties dans ses activités visant à promouvoir l'universalisation, en rédigeant des lettres et en établissant des supports d'information.

25. L'Unité d'appui à l'application a également fourni des informations et des conseils sur la Convention à plusieurs États signataires et États non parties. L'Unité d'appui à l'application, le Bureau des affaires de désarmement et le Kenya ont notamment coorganisé un atelier régional virtuel sur l'universalisation le 4 mars 2021, dans le cadre de la décision (PESC) 2019/97 du Conseil de l'Union européenne. L'atelier avait pour but d'encourager les huit États africains non parties à la Convention (Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Namibie, Somalie, Soudan du Sud et Tchad) à ratifier la Convention ou à y adhérer dès que possible. Y ont participé des représentants de haut niveau de l'Égypte, de la Namibie, du Soudan du Sud et du Tchad. Toujours dans le cadre de la décision du Conseil de l'Union européenne, l'Unité d'appui à l'application, le Bureau des affaires de désarmement et le Kenya prévoient d'organiser à la fin de 2021 un atelier virtuel à l'intention des missions permanentes des huit États non parties auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba.

26. Le rapport du Président sur les activités en matière d'universalisation ([BWC/MSP/2020/3](#)) contient des informations plus détaillées sur les initiatives prises dans le domaine et sur les résultats obtenus jusqu'ici.

VI. Base de données renfermant les demandes et les offres d'assistance

27. La septième Conférence d'examen a décidé de mettre en place un système de base de données destiné à faciliter les demandes et les offres d'échange d'assistance et de coopération entre États parties ([BWC/CONF.VII/7](#), troisième partie, par. 17 à 20). La Conférence a chargé l'Unité d'appui à l'application de créer et d'administrer la base de données ; de faciliter, sur demande, les échanges de renseignements entre États parties au sujet de la base de données ainsi que de toutes activités de coopération et d'assistance qui en découlent ; et de faire rapport aux États parties sur le fonctionnement de la base de données en détaillant les offres faites, les demandes exprimées et les rapprochements opérés au cours de l'année considérée. À la suite du lancement de la nouvelle base de données en 2017 grâce à une contribution volontaire de l'Irlande, l'Unité d'appui à l'application a continué de tenir la base de données à jour et de l'administrer en 2020 et 2021.

28. Au 27 septembre 2021, la base de données contenait :
- a) 77 offres d'assistance émanant de 10 États parties et d'un groupe d'États parties ; et
 - b) Un nombre total de 51 demandes d'assistance émanant de 17 États parties.

29. Comme indiqué plus loin, en 2021, le Bureau des affaires de désarmement a reçu des contributions volontaires de la Norvège et des Philippines à l'appui de l'application de l'article X. Ces contributions seront mises à profit pour améliorer encore la base de données et la rendre plus conviviale et plus complète. Ce travail sera mené en consultation avec les États parties intéressés en prenant en compte les résultats des discussions des réunions d'experts consacrées à la coopération et à l'assistance, avec un accent particulier sur le renforcement de la coopération et de l'assistance au titre de l'article X en 2018, 2019 et 2021.

30. L'Unité d'appui à l'application a également entretenu des contacts réguliers avec les prestataires pertinents de l'assistance dans d'autres instances. Elle a, par exemple, continué de travailler en étroite coopération avec les prestataires de l'assistance portant sur la législation nationale et les mesures visant à faire respecter la législation, notamment l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Action mondiale des parlementaires, le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, le Verification Research, Training and Information Centre (VERTIC), l'Organisation mondiale des douanes et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004).

VII. Programme de parrainage

31. L'Unité d'appui à l'application administre le programme de parrainage mis en place par la septième Conférence d'examen pour « soutenir et favoriser la participation des États parties en développement aux réunions du programme intersessions » (BWC/CONF.VII/7, troisième partie, par. 21). Conformément à la décision prise à la septième Conférence d'examen, l'Unité alloue les ressources disponibles au titre du parrainage, en consultation avec le Président et les Vice-Présidents de la Réunion des États parties, en donnant la priorité aux États parties qui n'ont pas encore participé aux réunions ou qui n'ont pas été en mesure de dépêcher régulièrement leurs experts depuis leur capitale, et en envisageant une participation d'États non parties afin de promouvoir l'universalisation de la Convention.

32. En raison de la pandémie de COVID-19 et du report des réunions de 2020 qu'elle a entraîné, le programme de parrainage n'a pas fonctionné en 2020. Comme indiqué dans le précédent rapport annuel, la décision (PESC) 2019/97 du Conseil de l'Union européenne prévoyait l'octroi d'un financement substantiel à l'appui du programme de parrainage en 2019, 2020 et 2021. Les fonds versés pour 2020 seront utilisés en 2021 et les fonds alloués pour 2021 seront utilisés en 2022. En outre, d'autres États parties soutiennent le programme de parrainage dans le cadre d'arrangements bilatéraux.

33. En raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19, seul un programme de parrainage restreint a été exécuté pour les Réunions d'experts d'août et de septembre 2021. La participation d'experts de cinq pays en développement a été financée par le programme de parrainage. Les États-Unis d'Amérique ont également parrainé un certain nombre d'experts nationaux dans le cadre d'arrangements bilatéraux. L'Unité d'appui à l'application espère être en mesure d'exécuter un programme de parrainage plus substantiel à l'occasion de la Réunion des États parties de novembre 2021.

VIII. Contributions volontaires à l'appui des travaux de l'Unité d'appui à l'application

34. L'Union européenne (UE) a continué d'appuyer la Convention dans le cadre de la décision (PESC) 2019/97 du Conseil de l'Union européenne, adoptée le 21 janvier 2019⁷. Pour donner suite à la demande formulée dans le précédent rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application, la décision prévoit le versement au Bureau des affaires de désarmement d'une contribution financière d'un montant de 3 029 856 euros sur trois ans pour les activités menées à l'appui de la Convention. Six projets principaux sont menés au titre de la décision et trois employés du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU sont chargés de son exécution. La décision du Conseil devait normalement arriver à échéance au début de 2022. Toutefois, la pandémie de COVID-19 a entraîné le report et la reprogrammation forcés de nombreuses activités, raison pour laquelle l'UE a décidé de prolonger la décision sans coût additionnel, de sorte que celle-ci arrivera à échéance au début de 2023.

35. De plus, en 2020 et 2021, plusieurs États parties ont versé, par l'intermédiaire du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, des contributions volontaires pour des activités déterminées, menées à l'appui de l'application de la Convention :

a) Comme indiqué auparavant (voir [BWC/MSP/2018/4](#), par. 7, al. b)), le Canada a versé en 2018 une contribution volontaire de 665 000 dollars des États-Unis pour deux ans au Bureau des affaires de désarmement à l'appui de la deuxième phase d'un projet portant sur le renforcement des mécanismes et moyens en place au niveau mondial pour réagir à l'emploi délibéré d'agents biologiques. Les activités menées au titre de la première phase du projet ont été décrites dans les précédents rapports annuels (voir [BWC/MSP/2017/4](#), par. 3, et [BWC/MSP/2018/4](#), par. 7, al. b)), et les activités initiales menées au titre de la deuxième phase du projet ont été présentées dans le précédent rapport annuel. La pandémie de COVID-19 n'a pas permis d'organiser des réunions en présentiel en 2020 et 2021, mais les fonds ont servi à l'organisation de plusieurs événements virtuels et au recrutement d'un consultant chargé de l'exécution du projet. Une partie des fonds a également été utilisée aux fins de l'exécution du programme de parrainage de la Convention en 2019 et 2021, ainsi que pour financer les déplacements du personnel de l'Unité d'appui à l'application et recruter un assistant administratif afin de renforcer la capacité de l'Unité d'appui à l'application d'accomplir les tâches qui lui incombent ;

b) Comme indiqué précédemment (voir [BWC/MSP/2019/4](#), par. 7, al. b)), la France a versé en 2018 une contribution volontaire de 150 000 euros au Bureau des affaires de désarmement pour l'organisation de deux exercices de simulation sur l'article VII. En 2021, les fonds restants après l'achèvement du projet ont été utilisés pour réaliser une analyse des enseignements tirés à partir des bases de données en matière d'assistance administrées par les organisations internationales pertinentes et pour organiser trois ateliers en ligne consacrés à la base de données sur l'article VII. La France a également financé le traitement d'un administrateur auxiliaire travaillant au côté du personnel chargé d'appliquer la décision (PESC) 2019/97 du Conseil de l'Union européenne. De plus, en 2021, la France a versé une contribution volontaire additionnelle de 150 000 euros au Bureau des affaires de désarmement au titre du programme de parrainage pour la neuvième Conférence d'examen et la réunion du Comité préparatoire prévue avant la Conférence. Les fonds seront alloués au financement de la participation de représentants d'États parties francophones, venant de préférence de pays n'ayant encore jamais participé à des réunions ou qui ne sont pas en mesure de dépêcher régulièrement leurs experts depuis leur capitale ;

c) Comme indiqué précédemment (voir [BWC/MSP/2018/4](#), par. 7, al. d)), le Japon a versé en 2018 deux contributions volontaires au Bureau des affaires de désarmement pour des activités devant être menées en 2019 et 2020. La première contribution, d'un montant de 80 000 dollars É.-U., était destinée à financer un atelier de formation sur les aspects internes de l'application de la Convention à l'intention des points de contact

⁷ On trouvera de plus amples renseignements concernant la décision du Conseil à l'adresse <https://www.un.org/disarmament/biological-weapons/eu-support-to-the-bwc/>.

nationaux d'Asie du Sud-Est. Cet atelier n'a pas pu être organisé comme prévu en raison de la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'Unité d'appui à l'application et le Japon ont coorganisé un cours de formation en ligne à l'intention des points de contact nationaux d'Asie du Sud-Est et ils espèrent être en mesure de reprogrammer l'atelier de formation lorsque les conditions le permettront à nouveau. La seconde contribution, d'un montant de 819 250 dollars É.-U., visait à appuyer l'amélioration du niveau de préparation du Secrétariat de l'ONU et des organisations internationales pertinentes, de façon à permettre une réponse internationale coordonnée en cas d'utilisation potentielle d'armes biologiques ou chimiques. Comme indiqué dans le précédent rapport annuel, en 2019, l'Unité d'appui à l'application a organisé des ateliers à Bangkok (Thaïlande), Issyk-Kul (Kirghizistan) et Kuala Lumpur (Malaisie). Le dernier atelier, qui devait se tenir à Manille (Philippines) au début de 2020, aura lieu lorsque les conditions le permettront. De plus, trois séminaires d'une journée consacrés aux questions relatives à l'assistance, à la réponse et à la préparation ont été organisés à Genève ;

d) La Norvège a versé une contribution volontaire de 3 300 000 couronnes au Bureau des affaires de désarmement en 2021 pour financer un projet sur trois ans destiné à réduire les risques biologiques par la promotion de l'utilisation de la biologie à des fins pacifiques. Le projet aura pour thème particulier l'application de l'article X de la Convention. Il comportera des sous-projets destinés, entre autres choses, à développer les capacités humaines à travers la coopération Sud-Sud, renforcer l'appui à la base de données pour la coopération et l'assistance et organiser des manifestations spécifiquement destinées à stimuler les discussions concernant l'article X dans la perspective de la neuvième Conférence d'examen ;

e) Les Philippines ont versé une contribution volontaire de 10 000 dollars É.-U. au Bureau des affaires de désarmement en 2021 pour financer l'optimisation de la base de données pour la coopération et l'assistance. Les fonds seront alloués au recrutement d'un consultant qui sera chargé d'appuyer l'Unité d'appui à l'application dans l'exercice de son mandat, de faciliter la communication et le rapprochement entre États parties ayant enregistré des offres ou des demandes d'assistance dans la base de données, et d'effectuer les mises à jour techniques éventuelles de la plateforme ;

f) Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a versé une contribution volontaire de 126 161 livres au Bureau des affaires de désarmement en 2021 pour financer un projet destiné à renforcer l'application de la Convention au niveau national dans les États membres de la Communauté des Caraïbes. L'objectif du projet, dont l'exécution s'étendra sur la période comprise entre août 2021 et mars 2022, consistera à soutenir l'application de la Convention au niveau national dans les Caraïbes en facilitant l'élaboration et l'adoption de législations dans les États membres de la Communauté et en augmentant sensiblement la participation de ces États au mécanisme de soumission des déclarations au titre des mesures de confiance.

IX. Conclusions et futurs travaux

36. En 2020 et 2021, les activités de l'Unité d'appui à l'application ont été fortement perturbées par la pandémie de COVID-19. Ces activités, notamment celles qui visent à soutenir l'application de la Convention, reposent largement sur la participation en personne aux rencontres et sur des déplacements dans les États parties. Or, rien de tout cela n'a été possible à partir du début de 2020. L'Unité d'appui à l'application a toutefois adapté ses méthodes de travail et mené de nombreuses activités en ligne en 2020 et 2021, comme indiqué plus haut et, de manière plus détaillée, dans l'annexe I. S'il est vrai que les rencontres virtuelles présentent de nombreux inconvénients, cette transformation des méthodes de travail a permis à l'Unité d'appui d'organiser davantage d'activités sur un champ géographique plus étendu et à un coût réduit.

37. L'Unité d'appui à l'application a continué de constater un regain notable d'intérêt pour la Convention sur les armes biologiques et un surcroît d'attention portée à cet instrument, tant au niveau national qu'au niveau régional. Cela s'est manifesté par la formulation de nouvelles demandes d'assistance, des orientations pour la soumission des

renseignements au titre des mesures de confiance, un intérêt des États non parties pour l'adhésion à la Convention, une augmentation du nombre de demandes de parrainage et du nombre de points de contact nationaux, et une multiplication des manifestations auxquelles l'Unité d'appui à l'application est conviée. C'est là la marque d'une reconnaissance bienvenue de l'importance que revêt la Convention sur les armes biologiques dans le dispositif de désarmement multilatéral. En 2022, l'Unité d'appui tirera parti du regain d'intérêt manifesté à l'égard de la Convention et recherchera des synergies avec les organisations pertinentes et d'autres entités afin d'entretenir la dynamique.

38. Malgré l'insuffisance des ressources et les difficultés évoquées plus haut, l'Unité d'appui à l'application a continué de n'épargner aucun effort pour répondre à la demande accrue, et elle est parvenue à le faire en coopérant avec les États parties et les organisations internationales et autres entités pertinentes. L'Unité d'appui continuera de rechercher les moyens d'améliorer l'efficacité de ses méthodes de travail et d'innover dans ce domaine, dans l'objectif de renforcer l'appui à l'application de la Convention et de réduire les coûts globaux de transaction. En 2022, l'Unité d'appui comptera sur la modernisation de ses plateformes de communication avec les États parties, dans le cadre des mesures que prennent actuellement le Bureau des affaires de désarmement et l'Office des Nations Unies à Genève.

39. L'Unité d'appui à l'application tient donc à faire part de sa gratitude aux États parties pour leur coopération et leur soutien dans ses activités menées pour s'acquitter de son mandat en 2020 et 2021, compte tenu, en particulier, des difficultés engendrées par la pandémie.

Annex I

[English only]

Meetings and events attended by the Implementation Support Unit in 2020 and 2021

Representatives of the Implementation Support Unit participated in the following meetings and events in 2020:

1. On 9 January, in Geneva (Switzerland), a staff member of the ISU gave a presentation on the BWC to a group of students from the University of Fribourg (Alex Lampalzer)
2. From 13-15 January, in Steyning (United Kingdom), a staff member of the ISU participated in the Wilton Park conference on UNSCR 1540 - Planning for 2021 and beyond (Alex Lampalzer)
3. From 13-16 January, in New Delhi (India), the Chief of the ISU participated in the Raisina Dialogue (Daniel Feakes)
4. On 16 January, in New Delhi (India), the Chief of the ISU gave a presentation to the Second Annual Disarmament and International Security Affairs Fellowship (Daniel Feakes)
5. On 16 January, in New Delhi (India), the Chief of the ISU gave a presentation at the Institute for Defence Studies and Analyses (Daniel Feakes)
6. On 13 February, in Munich, (Germany), the Chief of the ISU observed a Tabletop Exercise on High Consequence Biological Threats, organized by the Nuclear Threat Initiative (Daniel Feakes)
7. On 13 May, the ISU organized a webinar on “The COVID-19 pandemic: Preliminary lessons for assistance, response and preparedness under the BWC” (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Mehran Rouzbahani)
8. On 19 May, the Chief of the ISU gave a virtual presentation on COVID-19 and the BWC, hosted by the Institute for Defence Studies and Analyses in New Delhi (Daniel Feakes)
9. On 20 May, a staff member of the ISU participated in a virtual meeting of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact Working Group on Emerging Threats and Critical Infrastructure Protection (Alex Lampalzer)
10. On 28 May, a staff member of the ISU participated in a virtual Spotlight Webinar on “Coronavirus and Biosecurity”, organized by the Center for the Study of Weapons of Mass Destruction (Alex Lampalzer)
11. On 2 July, the Chief of the ISU gave a virtual presentation on “Are we fully prepared for the next biological event?” organized by the City, Security and Resilience Network (Daniel Feakes)
12. On 2 July, a staff member of the ISU participated in a webinar on “COVID-19 and future pandemics: the spectre of bioterrorism. Understanding the threat of deliberate transmission of COVID-19 and deliberate release of viruses”, organized by the United Nations Office of Counter-Terrorism (Alex Lampalzer)
13. On 6 July, the Chief of the ISU gave a virtual presentation on “Responding to the Threat of Bio and Cyber Terrorism”, during the Virtual Counter-Terrorism Week organized by the United Nations Office of Counter-Terrorism (Daniel Feakes)
14. On 15 July, a staff member of the ISU participated in an online international expert group meeting on “The Impact of COVID-19 on the Security of Major Sporting Events”, organized by the United Nations Office of Counter-Terrorism (Alex Lampalzer)
15. On 28 July, a staff member of the ISU participated in a virtual meeting of the Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction (Alex Lampalzer)

16. From 18 to 20 August, the Chief of the ISU gave a presentation to the virtual “Disarmament in Geneva: 2020 Orientation Course”, co-organized by the United Nations Office for Disarmament Affairs and the United Nations Institute for Disarmament Research (Daniel Feakes)
17. From 20 to 21 August, the Chief of the ISU participated in the “2020 Innovations Dialogue: Life Sciences, International Security and Disarmament”, organized by the United Nations Institute for Disarmament Research (Daniel Feakes)
18. From 22 September to 1 October, the ISU organized an online training course for NCPs in South East Asia (Daniel Feakes, Ngoc Phuong van der Blij, Mehran Rouzbahani)
19. On 29 September, the Chief of the ISU gave a presentation during a webinar on “The International Legal Framework against Biological Terrorism”, organized by the United Nations Office on Drugs and Crime (Daniel Feakes)
20. On 30 September, the Chief of the ISU gave a virtual presentation during the “Training Programme on Disarmament and Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction”, organized by the TMC Asser Institute (Daniel Feakes)
21. On 14 October, UNODA in coordination with the ISU organized an online launch event for Nigeria’s National Preparedness Programme under EU Council Decision 2019/97 in support of the BWC (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes)
22. On 15 October, UNODA in coordination with the ISU organized an online training course for Nigeria on the preparation and submission of BWC Confidence-Building Measures under EU Council Decision 2019/97 in support of the BWC (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
23. From 22 to 23 October, the Chief of the ISU participated in a virtual workshop on “Reducing Global Catastrophic Biological Risks”, organized by the Nuclear Threat Initiative (Daniel Feakes)
24. On 28 October, the Chief of the ISU gave a virtual presentation to the “Leadership in International Security Course”, organized by the Geneva Centre for Security Policy (Daniel Feakes)
25. On 29 October, the ISU organized an informal webinar on “Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the BWC” (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
26. On 4 November, a staff member of the ISU participated in a virtual meeting of the Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction (Alex Lampalzer)
27. On 5 November, the Chief of the ISU participated in a virtual “BWC Engagement Workshop”, organized by the U.S. Department of State (Daniel Feakes)
28. From 9 to 13 November, a staff member of the ISU observed a virtual UN Secretary-General’s Mechanism training course: “Capstone Exercise - Table Top Exercise on pre-mission planning”, co-organized by the United Nations Office for Disarmament Affairs, the German Federal Foreign Office and the Robert Koch Institute (Alex Lampalzer)
29. On 10 November, a staff member of UNODA gave a presentation to a virtual meeting of the United Nations Global Counter-Terrorism Coordination Compact Working Group on Emerging Threats and Critical Infrastructure Protection (Melanie Gerber)
30. On 12 November, the ISU organized an informal webinar on “Assistance, Response and Preparedness” (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
31. On 16 November, the ISU organized an informal webinar on “Strengthening National Implementation” (Daniel Feakes, Ngoc Phuong van der Blij)
32. On 18 November, the ISU organized an informal webinar on “Institutional Strengthening of the Convention” (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)

33. On 24 November, the ISU organized an informal webinar on “Cooperation and Assistance, with a Particular Focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X” (Daniel Feakes, Ngoc Phuong van der Blij)
34. On 26 November, a staff member of the ISU participated in PGA Role of Women Parliamentarians and WMD (Ngoc Phuong van der Blij)
35. On 30 November, the Chief of the ISU participated in the BWC Orientation Workshop, organized by the United Nations Institute for Disarmament Research (Daniel Feakes)
36. On 3 December, the Chief of the ISU participated in the virtual 19th Republic of Korea-United Nations Joint Conference on Disarmament and Non-Proliferation Issues on New Technologies and its Impact on Disarmament and Non-proliferation Regime (Daniel Feakes)
37. On 9 December, the ISU co-organized a virtual workshop on “Exploring science and technology reviews under the BWC” with the Federal Foreign Office of Germany (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
38. On 15 December, a staff member of UNODA delivered a virtual presentation to the Sub-Regional Webinar Series to Support the Regional Implementation of UNSCR 1540 (2004) in South Asia, organized by the United Nations Regional Centre for Peace and Development in Asia and the Pacific (Remi Bacouillard)
39. On 18 December, the Chief of the ISU participated in a virtual session of the 5th annual Global Technology Summit organized by the Ministry of External Affairs of India and Carnegie India (Daniel Feakes)

As of 24 September 2021, representatives of the Implementation Support Unit participated, or are scheduled to participate, in the following meetings and events in 2021:

1. On 21 January and once a month throughout 2021, ISU and UNODA staff members participated in the virtual meetings of the Global Health Security Agenda (GHSA) Action Package Prevent 3 (APP3) Working Group
2. On 9 February, the Chief of the ISU participated in the “Virtual Global Biosecurity Dialogue: Overcoming Challenges, Assessing Progress, and Setting Trajectories”, organized by the Nuclear Threat Initiative (Daniel Feakes)
3. On 22 and 29 January, 5, 11 and 19 February, and 12 March, staff members of UNODA and the ISU organized the virtual second edition of the “Biosecurity Diplomacy Workshop for Young Scientists from the Global South” in the framework of European Union Council Decision 2019/97 (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
4. From 23 to 25 February, staff members of the ISU participated in the Second Informal Workshop on “Good Practices and Lessons Learned with respect to the implementation of Treaties establishing Nuclear-Weapon-Free Zones”, organized by the United Nations Office for Disarmament Affairs (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
5. On 23 February, the Chief of the ISU gave a virtual presentation to the “Introductory Course on the Proliferation of Weapons of Mass Destruction”, organized by the Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation (Daniel Feakes)
6. On 2 March, the Chief of the ISU gave a presentation to a virtual meeting of the Biosecurity Working Group of the InterAcademy Partnership (Daniel Feakes)
7. On 4 March, UNODA staff members organized a virtual “Regional Workshop on Achieving the Universalization of the BWC in Africa” co-organized with the Permanent Mission of Kenya in Geneva (Melanie Gerber, Remi Bacouillard)
8. On 10 March, the Chief of the ISU gave a virtual presentation at the Spring 2021 Workshop of the Emerging Leaders in Biosecurity Fellowship, organized by the Johns Hopkins Center for Health Security (Daniel Feakes)

9. On 11 March, the Chief of the ISU participated in a WHO Consultative Meeting on the development of a Global Framework Guidance to harness the responsible use of life sciences (Daniel Feakes)
10. On 17 March, the Chief of the ISU observed the virtual “Tabletop exercise on reducing high-consequence biological threats” organized by the Nuclear Threat Initiative (Daniel Feakes)
11. On 18 and 25 March, the Chief of the ISU gave a presentation at the first virtual workshop on the modalities of a scientific advisory process for the Biological Weapons Convention organized by the Federation of American Scientists (Daniel Feakes)
12. On 24 March, staff members of the ISU and UNODA participated in a virtual meeting of the Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction Working Group (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Melanie Gerber, Remi Bacouillard)
13. On 1 April, staff members of the ISU organized an online training workshop for Kenyan authorities on the preparation and submission of CBMs under the BWC in collaboration with the National Commission for Science, Technology and Innovation (NACOSTI) of Kenya (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
14. On 4 April, the Chief of the ISU gave a virtual presentation about the BWC to an online course, organized by the NATO School Oberammergau (Daniel Feakes)
15. On 8 April and 26 May, staff members of the ISU participated in the “First Workshop of Experts to inform the development of the Tianjin Biosecurity Guidelines for Codes of Conduct for Scientists”, co-organized by the John Hopkins Center for Health Security, Tianjin University and the InterAcademy Partnership (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
16. On 12 and 13 April, the Chief of the ISU gave a presentation to a virtual event on “Young Women in Non-Proliferation and Disarmament - Mentorship Programme”, organized by the Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation (Daniel Feakes)
17. On 14 April, staff members of the ISU, UNODA and a project consultant participated in a virtual intersessional meeting of the Global Partnership Biological Security Working Group (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Fanny Tonos Paniagua)
18. On 20 and 21 April, a staff member of the ISU gave a virtual presentation to the German National Dialogue Forum on the BWC (Alex Lampalzer)
19. On 28 April, the Chief of the ISU observed the “Second Annual Meeting of the Technical Consortium to Develop an International Common Mechanism for DNA Synthesis Screening”, organized by the Nuclear Threat Initiative (Daniel Feakes)
20. On 4 and 12 May and 2 June, staff members of the ISU and a project consultant organized a series of three international online workshops on the establishment of a database to facilitate assistance under the framework of Article VII (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Fanny Tonos Paniagua)
21. On 7 May, the ISU organized an informal webinar on “Strengthening National Implementation” (Daniel Feakes, Ngoc Phuong van der Blij)
22. On 11 May, staff members of the ISU presented and participated in an online seminar on “The Biological Weapons Convention: Issues and Challenges”, organized by the Regional Arms Control Verification and Implementation Assistance Centre (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
23. On 17 May and 7 June, the Chief of the ISU presented at a virtual Ad Hoc Seminar of the EU Non-Proliferation and Disarmament Consortium “Considering potential lessons from the COVID-19 pandemic to strengthen the BWC” (Daniel Feakes)
24. On 9 June, staff members of the ISU and UNODA participated in the “2021 Disarmament Orientation Course” organized by the United Nations Office for Disarmament Affairs and the United Nations Institute for Disarmament Research (Daniel Feakes, Rémi Bacouillard)

25. On 16 June, staff members of the ISU and UNODA participated in a virtual intersessional meeting of the Global Partnership Biological Security Working Group (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Melanie Gerber, Remi Bacouillard)
26. On 22 June, UNODA in coordination with the ISU organized a virtual launch event for Sri Lanka's National Preparedness Programme under EU Council Decision 2019/97 in support of the BWC (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes)
27. On 23 June, UNODA in coordination with the ISU organized an online training for Sri Lanka on the preparation and submission of BWC Confidence-Building Measures under EU Council Decision 2019/97 in support of the BWC (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
28. On 22 June, the ISU organized an informal webinar on "Cooperation and Assistance, with a Particular Focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X" (Daniel Feakes, Ngoc Phuong van der Blij)
29. On 23 June, staff members of the ISU, UNODA and a project consultant participated in a meeting of the Global Partnership (Daniel Feakes, Fanny Tonos Paniagua, Remi Bacouillard)
30. On 24 June, staff members of the ISU gave virtual presentations during the "Third International Conference on Global Biosecurity Challenges: Problems and Solutions" (Daniel Feakes and Ngoc Phuong van der Blij)
31. On 25 June, the Chief of the ISU participated in the Second UN Counter Terrorism Week – Launch of the Report on Science, Technology and Innovation: Understanding Advancements from the Perspective of Countering WMD Terrorism (Daniel Feakes)
32. On 29 June, the ISU organized an informal webinar on "Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to BWC" (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
33. On 30 June and 7 July, staff members of the ISU participated in the second virtual workshop on the modalities of a Scientific Advisory Board for the BWC, organized by the Federation of American Scientists (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
34. On 30 June, the ISU and the International Gender Champions Disarmament Impact Group co-organized an interactive discussion on "Advancing Gender Perspectives in the BWC" (Daniel Feakes, Ngoc Phuong van der Blij)
35. On 30 June, staff members of the ISU and UNODA participated in a virtual meeting of the Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction Working Group (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Melanie Gerber, Remi Bacouillard)
36. On 2 July, a staff member of the ISU and a project consultant presented at a virtual workshop on the Security Council resolution 1540 National Action Plan for the Kyrgyz Republic (Alex Lampalzer, Fanny Tonos Paniagua)
37. On 8 July, staff members of the ISU and UNODA participated in a UN Global Compact ETCIP Working Group Meeting (Alex Lampalzer, Melanie Gerber, Remi Bacouillard)
38. On 14 July, the ISU organized an informal webinar on "Institutional Strengthening of the Convention" (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
39. On 12 August, UNODA in coordination with the ISU organized a joint event with the Johns Hopkins Center for Health Security on youth involvement in biosecurity (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes)
40. On 17 August, UNODA in coordination with the ISU organized the virtual launch event of Sudan's National Preparedness Programme under EU Council Decision 2019/97 in support of the BWC (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes)
41. On 18 August, UNODA in coordination with the ISU organized an online training course for Sudan on the preparation and submission of BWC Confidence-Building Measures under EU Council Decision 2019/97 in support of the BWC (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes, Alex Lampalzer)

42. On 23 August, staff members of the ISU organized a virtual national workshop on the preparation and submission of Confidence-Building Measures under the BWC for Mali (Daniel Feakes, Alex Lampalzer)
43. On 24 August, the Chief of the ISU presented about the BWC during a virtual event organized by the Chicago Council on Global Affairs (Daniel Feakes)
44. On 26 August, staff members of the ISU organized an online briefing on the 2020 Meetings of Experts for civil society organizations (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Ngoc Phuong van der Blij)
45. On 26 August, UNODA in coordination with the ISU, organized an online briefing on the 2020 Meetings of Experts for to the 2021 cohort of the “Biosecurity Diplomacy Workshop for Young Scientists from the Global South” (Melanie Gerber, Remi Bacouillard, Daniel Feakes)
46. On 2 September, UNODA organized a side event in the margins of MX2 on “Promoting youth contributions to responsible innovation under the BWC” together with the International Federation of Biosafety Associations, the International Genetically Engineered Machine Foundation, the Johns Hopkins Center for Health Security and the Nuclear Threat Initiative
47. From 13 to 15 September, the Chief of the ISU participated in the virtual Spiez Convergence workshop (Daniel Feakes)
48. On 16 September, staff members of the ISU and a project consultant organized an online briefing session on the “BWC Assistance Project for the Caribbean Region to enhance the implementation of the BWC” (Alex Lampalzer, Fanny Tonos Paniagua)
49. On 22 September, the Chief of the ISU presented at a virtual intersessional meeting of the Global Partnership Biological Security Working Group (Daniel Feakes)
50. On 27 September, the ISU in collaboration with the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit and the Bundeswehr Institute of Microbiology will co-organize an online workshop to strengthen the implementation of the BWC in the G5 Sahel Member States (Daniel Feakes, Alex Lampalzer, Fanny Tonos Paniagua)
51. From 18 to 22 October, staff members from UNODA will deliver a presentation during a virtual national training course for China Customs on Strategic Trade Control Enforcement organized by the World Customs Organization (Remi Bacouillard)
52. From 27 to 29 October, staff members of the ISU will deliver a virtual presentation at the Seventh African Conference on One Health and Biosecurity, Lagos, Nigeria

1.

Annex II

[English only]

National Points of Contact

The following States have nominated a national point of contact to the ISU by 27 September 2021.

Full contact details, including telephone numbers and e-mail addresses, are available to States Parties in the restricted area of the BWC website (<https://unitednations.sharepoint.com/sites/BWC-NCP>).

I. States Parties

1. Afghanistan
2. Albania
3. Algeria
4. Antigua and Barbuda
5. Argentina
6. Armenia
7. Australia
8. Austria
9. Azerbaijan
10. Bahrain
11. Belarus
12. Belgium
13. Bhutan
14. Bosnia and Herzegovina
15. Botswana
16. Brazil
17. Bulgaria
18. Burkina Faso
19. Burundi
20. Cambodia
21. Cameroon
22. Canada
23. Chile
24. China
25. Colombia
26. Costa Rica
27. Côte d'Ivoire
28. Croatia
29. Cuba

30. Cyprus
31. Czech Republic
32. Democratic Republic of Congo
33. Denmark
34. Ecuador
35. Estonia
36. Ethiopia
37. Fiji
38. Finland
39. France
40. Georgia
41. Germany
42. Ghana
43. Greece
44. Guatemala
45. Guinea
46. Holy See
47. Hungary
48. Iceland
49. India
50. Indonesia
51. Iran (Islamic Republic of)
52. Iraq
53. Ireland
54. Italy
55. Japan
56. Jordan
57. Kazakhstan
58. Kenya
59. Kuwait
60. Kyrgyzstan
61. Lao People's Democratic Republic
62. Latvia
63. Lebanon
64. Liberia
65. Libya
66. Liechtenstein
67. Lithuania
68. Luxembourg
69. Madagascar

70. Malawi
71. Malaysia
72. Maldives
73. Mali
74. Malta
75. Mauritius
76. Mexico
77. Montenegro
78. Morocco
79. Mozambique
80. Myanmar
81. Nepal
82. Netherlands
83. New Zealand
84. Niger
85. Nigeria
86. North Macedonia
87. Norway
88. Oman
89. Pakistan
90. Palau
91. Peru
92. Philippines
93. Poland
94. Portugal
95. Qatar
96. Republic of Korea
97. Republic of Moldova
98. Romania
99. Russian Federation
100. Saint Kitts and Nevis
101. Samoa
102. Saudi Arabia
103. Senegal
104. Serbia
105. Slovakia
106. Slovenia
107. South Africa
108. Spain
109. Sri Lanka

110. State of Palestine
111. Sudan
112. Suriname
113. Sweden
114. Switzerland
115. Tajikistan
116. Thailand
117. Trinidad and Tobago
118. Turkey
119. Uganda
120. Ukraine
121. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
122. United Republic of Tanzania
123. United States of America
124. Uruguay
125. Uzbekistan
126. Venezuela (Bolivarian Republic of)
127. Viet Nam
128. Yemen
129. Zambia

II. Signatories

1. Haiti

III. States not party

1. Israel
2. Micronesia (Federated States of)
3. Namibia

IV. Regional organizations

1. European Union

Annex III

[English only]

Report on participation in the Confidence-Building Measures

Summary of participation in 2020

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare.

<i>State Party</i>	<i>A1</i>	<i>A2(i)</i>	<i>A2(ii)</i>	<i>A2(iii)</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>
Algeria	NN	NN	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN
Argentina	D	ND	ND	ND	D	D	NN	ND	D
Armenia	D	D	D	D	ND	D	D	ND	ND
Australia	NN	NN	D	D	NN	D	D	NN	D
Austria	D	NN	NN	D	ND	ND	NN	ND	ND
Belarus	D	NN	NN	ND	D	D	D	ND	D
Belgium	ND	D	D	D	ND	D	D	ND	D
Bhutan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Bosnia and Herzegovina	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Brazil	D	D	D	D	D	ND	D	D	D
Brunei Darussalam	ND	ND	ND	ND	D	D	D	D	D
Bulgaria	NN	NN	NN	NN	ND	ND	NN	NN	NN
Canada	D	NN	D	D	D	D	NN	NN	D
Chile	D	ND	ND	ND	ND	D	NN	ND	NN
China	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
Colombia	ND	ND	ND	ND	NN	ND	NN	ND	ND
Croatia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Cuba	D	NN	NN	NN	NN	D	NN	NN	D
Cyprus	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Czech Republic	NN	NN	NN	ND	D	D	NN	NN	NN
Denmark	NN	NN	NN	D	ND	ND	D	NN	NN
Ecuador	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
El Salvador	D	D	D	D	D	D	D	D	D
Estonia	D	ND	ND	ND	D	ND	NN	ND	ND
Finland	D	D	D	D	ND	D	D	ND	ND

<i>State Party</i>	<i>A1</i>	<i>A2(i)</i>	<i>A2(ii)</i>	<i>A2(iii)</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>
France	D	D	D	D	D	D	D	D	D
Georgia	D	D	D	D	ND	D	D	D	ND
Germany	D	D	D	D	NN	D	NN	NN	D
Greece	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Hungary	NN	NN	NN	NN	D	D	NN	ND	D
India	NN	NN	D	D	D	NN	D	NN	NN
Iraq	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Ireland	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	ND	NN
Italy	D	D	D	D	ND	ND	ND	D	D
Japan	NN	NN	D	D	ND	D	D	NN	D
Jordan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Kazakhstan	D	D	D	D	D	D	D	D	D
Kenya	D	D	ND	ND	NN	ND	NN	ND	NN
Kyrgyzstan	D	ND	ND	ND	ND	D	D	ND	ND
Latvia	NN	NN	ND	NN	ND	ND	NN	NN	ND
Libya	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND
Liechtenstein	ND	ND	ND	ND	NN	NN	NN	ND	ND
Lithuania	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	NN
Luxembourg	NN	ND	ND	ND	NN	NN	NN	ND	ND
Malaysia	ND	NN	ND	ND	D	D	D	ND	NN
Maldives	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Malta	NN	NN	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN
Mexico	D	ND	ND	ND	D	D	NN	ND	NN
Montenegro	NN	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Morocco	NN	ND	ND	ND	NN	ND	NN	ND	D
Myanmar	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Netherlands	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
New Zealand	D	ND	ND	ND	NN	ND	NN	NN	ND
Nicaragua	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nigeria	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	ND	NN
Norway	ND	NN	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN
Oman	D	D	D	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Pakistan	D	D	D	D	D	D	D	NN	NN

<i>State Party</i>	<i>A1</i>	<i>A2(i)</i>	<i>A2(ii)</i>	<i>A2(iii)</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>
Peru	D	ND	ND	ND	D	ND	D	D	D
Philippines	D	ND	ND	ND	D	D	D	ND	D
Poland	NN	NN	NN	NN	D	D	D	D	NN
Portugal	NN	NN	NN	NN	ND	ND	NN	NN	NN
Qatar	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND
Republic of Korea	NN	D	D	D	ND	D	D	ND	D
Republic of Moldova	NN	NN	NN	D	D	ND	ND	NN	ND
Romania	D	ND	ND	ND	ND	D	D	ND	D
Russian Federation	D	D	D	D	ND	D	D	NN	D
Saudi Arabia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Serbia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Seychelles	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Singapore	ND	NN	NN	D	D	NN	NN	NN	D
Slovakia	ND	ND	ND	ND	ND	D	NN	ND	ND
Slovenia	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
South Africa	NN	NN	NN	NN	NN	NN	D	NN	ND
Spain	D	D	D	D	D	D	D	ND	ND
Suriname	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sweden	D	D	D	D	ND	ND	NN	NN	NN
Switzerland	D	NN	D	D	D	NN	D	NN	D
Thailand	NN	ND	ND	ND	NN	NN	D	ND	D
Turkey	D	ND	ND	ND	ND	ND	NN	NN	D
Ukraine	D	ND	ND	ND	D	D	D	ND	NN
United Arab Emirates	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
United States of America	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
Uzbekistan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Provisional summary of participation in 2021

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare.

<i>State Party</i>	<i>A1</i>	<i>A2(i)</i>	<i>A2(ii)</i>	<i>A2(iii)</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>
Afghanistan	D	D	D	D	D	ND	D	ND	D
Algeria	NN	NN	NN	NN	D	NN	D	NN	NN
Argentina	D	ND	ND	ND	D	D	NN	ND	D
Armenia	D	D	D	D	ND	D	D	ND	ND
Australia	NN	NN	D	D	NN	D	D	NN	D
Austria	D	NN	NN	D	ND	ND	NN	ND	ND
Azerbaijan	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Belarus	D	NN	NN	ND	D	D	D	ND	D
Belgium	ND	D	D	D	D	D	NN	ND	D
Bhutan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Brazil	D	D	D	D	D	ND	D	D	D
Bulgaria	NN	NN	NN	NN	ND	ND	NN	NN	NN
Canada	D	NN	D	D	D	D	NN	NN	D
Chile	NN	ND	ND	ND	D	D	D	ND	D
China	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
Colombia	NN	ND	ND	ND	NN	NN	NN	ND	NN
Croatia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Cuba	D	NN	NN	NN	D	D	D	NN	D
Cyprus	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Czech Republic	NN	NN	NN	ND	D	D	NN	NN	NN
Denmark	NN	NN	NN	D	ND	ND	D	NN	NN
Ecuador	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
El Salvador	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Estonia	D	ND	ND	ND	D	ND	NN	ND	ND
Finland	D	D	D	D	ND	D	D	ND	ND
France	D	D	D	D	D	D	NN	ND	D
Georgia	D	D	D	D	ND	D	D	D	ND
Germany	D	D	D	D	D	D	NN	NN	D
Greece	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Guatemala	ND	ND	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND

<i>State Party</i>	<i>A1</i>	<i>A2(i)</i>	<i>A2(ii)</i>	<i>A2(iii)</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>
Hungary	D	NN	NN	NN	NN	D	NN	ND	NN
India	NN	NN	D	D	D	NN	D	D	D
Iran (Islamic Republic of)	D	D	D	D	D	NN	NN	NN	D
Iraq	D	ND	ND	ND	D	ND	NN	ND	NN
Ireland	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	ND	NN
Italy	D	D	D	D	NN	NN	NN	D	D
Japan	NN	NN	D	D	ND	D	D	NN	NN
Jordan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Kazakhstan	D	D	D	D	D	D	D	D	D
Kenya	D	ND	ND	ND	D	ND	D	ND	D
Kyrgyzstan	D	ND	ND	ND	ND	D	D	NG	NG
Latvia	NN	NN	ND	NN	ND	ND	NN	NN	ND
Libya	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND
Liechtenstein	ND	ND	ND	ND	D	NN	NN	ND	ND
Lithuania	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	NN
Luxembourg	D	ND	ND	ND	D	NN	NN	NN	NN
Malaysia	ND	ND	ND	ND	D	D	NN	ND	NN
Maldives	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Malta	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Mauritius	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Mexico	D	ND	ND	ND	D	D	D	ND	D
Mongolia	ND	ND	ND	ND	D	D	D	ND	D
Montenegro	NN	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Morocco	NN	ND	ND	ND	D	D	NN	ND	D
Mozambique	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Netherlands	D	D	D	D	D	D	NN	NN	D
Nicaragua	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nigeria	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND	ND	D
Norway	ND	NN	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN
Oman	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Peru	NN	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
Philippines	D	ND	ND	ND	D	D	D	ND	D

<i>State Party</i>	<i>A1</i>	<i>A2(i)</i>	<i>A2(ii)</i>	<i>A2(iii)</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>
Poland	NN	NN	NN	NN	ND	ND	ND	ND	NN
Portugal	NN	NN	NN	NN	ND	ND	NN	NN	NN
Qatar	ND	ND	ND	ND	NN	ND	NN	ND	ND
Republic of Korea	NN	D	D	D	ND	D	D	ND	D
Republic of Moldova	NN	NN	NN	NN	D	ND	ND	NN	ND
Russian Federation	D	D	D	D	ND	D	D	NN	D
Saudi Arabia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Serbia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Singapore	ND	NN	NN	D	D	NN	NN	NN	NN
Slovakia	ND	ND	ND	ND	ND	D	NN	ND	ND
Slovenia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NN	ND	ND
South Africa	D	D	NN	NN	NN	NN	NN	NN	ND
Spain	D	D	D	D	D	D	D	ND	ND
Suriname	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sweden	D	D	D	D	ND	ND	NN	NN	NN
Switzerland	D	NN	D	D	D	NN	D	NN	D
Tajikistan	D	ND	ND	ND	D	ND	D	ND	ND
Thailand	NN	ND	D	ND	D	NN	D	ND	NN
Turkey	D	D	D	D	ND	D	D	NN	D
Ukraine	D	D	ND	D	D	D	D	ND	NN
United Arab Emirates	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
United States of America	D	D	D	D	D	D	D	NN	D
Uzbekistan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND